

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2377 - JEUDI 6 AOÛT 2015

11^{es} JEUX AFRICAINS

Les gymnases sur le point d'être achevés

Au cours d'une ronde effectuée sur les sites retenus pour abriter les 11^{es} Jeux africains à Brazzaville, le ministre de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale des Grands travaux, Jean Jacques Bouya a exprimé son satisfecit quant à la fin des travaux avant le début des compétitions. Parmi les quatre gymnases visités, notamment celui du Centre sportif de Makélékélé où les travaux semblaient piétiner, Jean Jacques Bouya s'est montré rassurant au regard du niveau d'exécution, soit plus de 90% dans l'ensemble.

Page 16



Le gymnase du stade Alphonse Débat

MÉDIAS AUDIOVISUEL

Le régulateur invite au respect du principe d'équité

En vue de contribuer à l'apaisement du climat politique de plus en plus tendu au regard du débat sur la réforme des institutions, le Conseil supérieur de la liberté de la communication (CSLC) appelle les responsables des médias audiovisuels au strict respect des dispositions de la loi n° 15-2001 du 31 décembre 2001 relative au pluralisme en période préélectorale.

Au cours d'une rencontre avec les responsables de ces médias, le président de cette institution, Philippe Mvouo a réitéré la nécessité d'un équilibre, gage d'une pluralité d'opinions. « *La répartition du temps d'antenne entre les formations et groupements politiques, les organismes professionnels et syndicaux doit satisfaire à l'obligation du pluralisme et d'équité* », a-t-il rappelé.

Page 2

GOVERNANCE ÉLECTORALE

La Coraged appelle la classe politique au sens de responsabilité

La coordination des réseaux et associations de la société civile pour la gouvernance démocratique et électorale (Coraged) a invité mercredi la classe politique au sens de responsabilité pour préserver le climat de paix et la concorde nationale. Cette plate-forme qui faisait la restitution des conclusions du dialogue de Sibiti a, au regard des tensions politiques nées du débat sur la Constitution, plaidé en faveur d'un environnement où les idées les plus contradictoires se heurtent pacifiquement pour l'intérêt général de la population.

Page 3

COOPÉRATION

Denis Sassou N'Guesso salue les progrès accomplis par la Guinée Équatoriale



En marge de la célébration, le 3 août à Djibloho, du 36^e anniversaire de l'accession au pouvoir de son homologue équato-guinéen,

Teodoro Obiang Nguema, à laquelle il était convié, le président Denis Sassou N'Guesso a salué, lors d'une interview conjointe avec ce dernier, les efforts accomplis par la Guinée Équatoriale en quelques années sur la voie du développement.

« *La Guinée est partie de loin* », a notamment déclaré le chef de l'État congolais, pendant que Teodoro Obiang Nguema appelait les Africains à faire preuve de solidarité et à ne pas prêter le flanc « *aux médias, Ong et autres groupes étrangers* » qui font dans la surenchère.

Page 3

JEUX AFRICAINS

Quatre cyclistes congolais en Afrique du sud

Devant la détermination de glaner des médailles lors des 11^{es} Jeux africains, la Fédération congolaise de cyclisme mise sur quatre perles rares aux performances prometteuses.

En vue de maximiser leurs chances,

Roland Tchicaya, Marc Bedel Tchicaya, Ghislain Mouamboma et Ghismard Ngoma ont quitté le Congo pour l'Afrique du Sud où ils sont admis dans un camp d'entraînement.

Page 16

ÉDITORIAL

Jeunesse

Page 2

ÉDITORIAL

Jeunesse

Alors que s'accélère la préparation de la onzième édition des Jeux africains et la célébration du cinquantième anniversaire de leur création, il est un défi que le Congo en général, Brazzaville en particulier doivent relever : celui de donner à la jeunesse la place qu'elle mérite au cœur de cet événement de dimension continentale, planétaire même.

Certes, des dispositions ont déjà été prises dans ce sens, mais l'idéal serait qu'à tout moment et tout au long de ces Jeux les enfants, les adolescents, les jeunes adultes se voient réserver un accueil particulier, qu'ils bénéficient de conditions spécifiques pour assister aux multiples épreuves qui émailleront la compétition, qu'ils soient bien présents dans les cérémonies et les spectacles qui les couronneront. Alors, en effet, le Congo projetterait de lui l'image d'un pays tourné vers l'avenir, d'une nation résolument engagée sur la voie du progrès sous toutes ses formes.

Au-delà de la satisfaction légitime que ressentiront les nouvelles générations mises ainsi sur le devant de la scène, la nation congolaise tout entière en tirera un bénéfice immédiat. Présenté souvent, pour ne pas dire systématiquement, par les grands médias étrangers comme une communauté divisée, en proie à des troubles économiques et sociaux récurrents, gouvernée par une caste égoïste qui ne pense qu'à la défense de ses intérêts, le Congo apparaîtra telle qu'il est réellement : c'est-à-dire un pays jeune, dynamique, résolument tourné vers le futur, au sein duquel les nouvelles générations ont leur place, toute leur place.

Il se peut que l'ampleur des problèmes restant à résoudre pour que les Jeux africains tiennent leurs promesses relègue aujourd'hui cette question au second plan des préoccupations publiques. Aussi convient-il de rappeler à ceux qui seraient tentés de l'oublier que la jeunesse est bien le moteur de notre société, qu'il faut donc la mettre en avant de façon systématique et que ces Jeux nous donnent une occasion unique de le faire.

À bon entendeur salut !

Les Dépêches de Brazzaville

DIALOGUE DE SIBITI

Les militants du PCT Makélékélé s'imprègnent des conclusions

Les exposants ayant restitué les conclusions du dialogue national 2015 ont éclairé les zones d'ombre sur la « Gouvernance électorale » et la « Réforme des Institutions ».

« Nous vous rendons compte des conclusions du dialogue national de Sibiti 2015, de manière détaillée, pour vous armer contre la désinformation », a déclaré d'entrée de jeu, le président du secrétariat permanent du comité du Parti congolais du travail (PCT) du premier arrondissement de Brazzaville, Maurice Claude Malelé Soba, s'adressant aux militants. Après quoi, Léon Mbemba, participant au dialogue national, s'est mis à exposer sur la

« Gouvernance électorale ». Il a entre autres épinglé dans son argumentaire, la biométrie et le bulletin unique dont l'usage lors des échéances électorales à venir est l'une des recommandations de Sibiti. La biométrie, rappelons-le, est définie comme l'analyse mathématique des caractéristiques biologiques d'une personne visant à déterminer son identité de manière irréfutable. Selon Léon Mbemba, elle permettra donc une grande transparence électorale d'autant plus

qu'elle permet de reconnaître les votants en les empêchant de passer d'un bureau de vote à l'autre. Sur le bulletin unique, l'exposant a expliqué les mécanismes de fonctionnement de cette pratique électorale qui évitera les bourrages des urnes. Par ailleurs, Narcisse Sédar Tsana a exposé sur la « Réforme des Institutions ». Un sujet que les militants étaient censés connaître puisque chacun d'eux, communiqué final du dialogue de Sibiti en main, en avait pris connaissance bien avant le début des travaux de restitution.

Rominique Nerplat Makaya

RENÉ SERGE BLANCHARD OBA

« Je suis un citoyen congolais libre »

Cette réaction fait suite à son interdiction de sortie du territoire national. Il a ainsi marqué son indignation, le 4 août à Brazzaville, devant la presse nationale et internationale.

En partance pour Paris, en France, pour des raisons de santé, le président du Mouvement pour la solidarité et le développement (MSD) René Serge Blanchard Oba, a été interpellé le 3 août dernier, à l'aéroport international Maya-Maya. Pourtant, affirme-t-il, avoir obtenu du cabinet du chef de l'État des assurances verbales à cet effet. Les raisons de cette interdiction de sortie n'ont pas été élucidées par ce leader politique. En rappel, René Serge Blanchard Oba a été victime d'un accident de circulation, il y a quelques temps. « Cet accident était tellement sérieux que j'ai été évacué en France. Je suis porteur d'un clou de 50 cm au fémur gauche. À cette date, je suis attendu par mon médecin pour un contrôle



René Serge Blanchard Oba

et suite à donner aux soins inhérents », a-t-il argumenté. Et de poursuivre : « Mon étonnement est donc grand de constater que je suis interdit de quitter le territoire national. Le lien pour moi est très évident. Il établit le rapport avec mes dernières prises de positions sur la question du changement de la Constitution du 20 janvier 2002. Par ailleurs, notre détermination demeure intacte. C'est dans cette optique que nous avons résolu de batail-

ler avec nos idées, nos arguments pour l'alternance démocratique en 2016 au Congo ».

Dans son allocution, il cite l'article 16 de la Constitution en vigueur qui garantit à tout citoyen congolais le droit de circuler librement. « Je n'ai tué personne, je suis un citoyen congolais libre, j'ai le droit d'aller me faire soigner. Ces faits graves et arbitraires sont caractéristiques d'un déni de liberté, de justice et de concorde nationale, en ce qu'ils créent, inutilement, des frustrations, psychodrame dans le pays », a-t-il martelé, avant de mettre un peu d'eau dans le vin, en appelant à retrouver la voie de la sagesse et de l'humilité afin, dit-il, de faire triompher un État de droit. « Ma communication se veut un cri de cœur, un appel à la sagesse en direction des autorités nationales afin qu'elles prennent le sens de la mesure et de responsabilité face à la nation », a-t-il conclu.

Josiane Mambou Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabozzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence: Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oissa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Coordination : Rose-Marie Bouboutou

Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

AFRIQUE/DÉVELOPPEMENT

Denis Sassou N'Guesso loue les efforts de son homologue équato-guinéen

Le président congolais, qui a participé aux festivités du 36^e anniversaire de la Guinée Équatoriale célébré, le 3 août, à la nouvelle ville de Djibloho, n'a pas caché sa satisfaction devant les progrès réalisés par ce pays frère.

Répondant à la presse qui a demandé son appréciation sur la mobilisation et l'adhésion de la population au défilé du 3 août, le chef de l'État congolais a souligné l'importance de l'harmonie de l'action des gouvernants d'avec les aspirations du peuple. Il est important que « les dirigeants agissent en harmonie avec leurs peuples et pour les intérêts de leurs peuples », a affirmé Denis Sassou N'Guesso. Le chef de l'État congolais a salué la réalisation des grandes infrastructures de base qui augurent d'un bon avenir pour la Guinée Équatoriale. Les réalisations menées par son homologue, Teodoro Obiang Nguema

Mbasogo, sont caractérisées notamment par des autoroutes, aéroports, ports et lignes de transport d'énergie. Selon Denis Sassou N'Guesso, ces réalisations sont de bons signes pour l'avenir de ce pays et de son peuple. Il a, de fait, loué les « grands efforts » fournis par son homologue au cours de ces dernières décennies. Car la « Guinée Équatoriale est partie presque de zéro au moment où le président Obiang Nguema est arrivé aux affaires en 1979. Tout le monde le sait », a rappelé Denis Sassou N'Guesso, au cours d'une interview conjointe accordée à l'aéroport de Mongomo, le 4 août, peu avant son

retour au Congo. Pour le chef de l'État congolais, les grandes avancées constatées dans le pays sont la preuve que la Guinée Équatoriale va progressivement accomplir son programme d'émergence parce que le pays regorge des potentialités, pas seulement des ressources naturelles, mais aussi sa jeunesse qui est apte et vivante. De son côté, le président équato-guinéen qui avait répondu le premier aux questions des journalistes a invité à son peuple en particulier et les Africains en général à ne pas se prêter à ce que disent « les médias, ONG et autres groupes étrangers qui sont contre les Afri-

cains. « Nous avons l'obligation de travailler pour notre pays. Nous avons l'obligation de changer notre pays », a assuré le président équato-guinéen. Il a attribué le succès de la fête nationale à la solidarité qui existe entre le peuple équato-guinéen et a souhaité que cette solidarité soit aussi forte entre les pays africains. « Je demande que la même solidarité soit aussi entre les pays africains », a-t-il conclu. À Djibloho, le président Sassou N'Guesso a visité les universités et instituts de technologie en construction dans la nouvelle ville. L'accent mis sur les infrastructures académiques est, selon Denis Sassou N'Guesso, un bon signe, parce qu'il faut, dit-il, accorder une grande importance à la formation des

hommes compétents sur tous les plans. On ne peut pas parler d'émergence, sans la formation des hommes, a-t-il déclaré, avant de féliciter celui qu'il a appelé « mon frère et ami », le président Obiang Nguema Mbasogo pour les efforts de développement de son pays. Le président de la République du Congo bouclait ainsi une visite de 72 heures, au cours de laquelle il avait pris part, le 3 août, aux festivités marquant le 36^e anniversaire du « Colpe de Libertad ». Ces festivités ont été marquées par un grand défilé militaire et populaire, en présence de plusieurs invités de marque du président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, parmi lesquels le couple présidentiel +++++Congolais.

La Rédaction

GERMAIN CÉPHAS EWANGUI

« La classe politique doit faire davantage preuve de culture démocratique »

L'appel a été lancé le 5 août à Brazzaville lors de la cérémonie de clôture de l'atelier de restitution des conclusions du dialogue inclusif de Sibiti 2015 organisé par la Coordination des réseaux et associations de la société civile œuvrant pour la gouvernance démocratique et électorale (Coraged).

S'adressant aux participants, Germain Céphas Ewangui a fait remarquer que le défi à relever par les organisations de la société civile est énorme. Elles ont en effet la responsabilité de faire que l'ensemble des Congolais accèdent, par le biais de la sensibilisation et de l'éducation, aux connaissances sur les normes, aux valeurs et principes qui régissent le système démocratique.

Le coordonnateur de la Coraged invite les Congolais à s'approprier et à défendre lesdits principes, car dit-il, la démocratie est avant tout une affaire de la population. C'est par ce truchement a-t-il ajouté, « que nous poserons les bases solides devant permettre au Congo, au-delà de l'instauration de la démocratie, d'avancer vers sa consolidation ».

Faisant allusion à la tension politique observée dans le pays et aux propos des uns et des autres qui laissent interrogateurs plus d'un, Germain Céphas Ewangui a invité « l'ensemble de la classe politique à faire davantage preuve de culture démocratique, en favorisant un environnement où tout se discute et où les idées les plus contradictoires se heurtent pacifiquement et dont les acteurs se fraternisent cordialement après s'être combattus avec véhémence dans l'optique de la recherche des mécanismes prompts à faire avancer la démocratie et l'Etat de droit ».

La société civile, a-t-il renchéri, invite l'ensemble de la classe politique à un sens aigu de responsabilité, à avoir la capacité de tout mettre en œuvre pour conjurer tout ce qui peut conduire le processus démocratique dans l'impasse.

« Notre devoir, en tant que société civile, ne consiste pas à émettre pêle-mêle nos opinions, d'exprimer nos passions et émotions, mais de rappeler à toutes fins utiles les règles, les normes, les valeurs et les exigences universellement connues, codifiées par la charte de l'ONU, la charte constitutive de l'Union africaine, la dizaine des résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations unies et la déclaration universelle sur la démocratie », a encore souligné le coordonnateur national de la Coraged.

Jean Jacques Koubemba

MÉDIAS

Le CSLC appelle les journalistes au respect du pluralisme

Le président du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), Philippe Mvouo, a eu le 5 août une séance de travail avec les responsables des médias audiovisuels publics et privés installés à Brazzaville.

L'objectif de ces retrouvailles était de leur rappeler le respect strict des dispositions pertinentes de la loi n° 15-2001 du 31 décembre 2001 relative au pluralisme dans les médias en période préélectorale. Dans son mot liminaire, le président du CSLC a rafraîchi la mémoire des professionnels de l'information et de la communi-

lectorale. C'est ainsi, a-t-il dit, qu'il a invité les responsables des organes de presse audiovisuels à cette séance de travail pour qu'ensemble, a-t-il ajouté, les deux parties examinent les principaux obstacles empêchant les journalistes à exercer leur noble métier selon les règles éthiques et déontologiques.

Afin de mieux édifier son auditoire sur la nécessité de faire de l'équilibre dans le traitement des informations, le président du CSLC s'est référé aux obligations prescrites par l'article 4 de la loi suscitée disposant que « La répartition du temps d'antenne entre les formations et groupements poli-

En ce qui concerne cette dernière actualité, a-t-il dit, le président du CSLC a constaté un déséquilibre dans le traitement de l'information comparativement aux assises de Sibiti. Cet exemple lui a permis d'en multiplier tant d'autres et de conclure qu'il est indispensable de trouver des correctifs à ce genre de situations qui sont incompatibles avec les lois et règlements régissant le domaine de la communication et de l'information au Congo. Pendant les échanges, les responsables des organes de presse audiovisuels publics et privés ont révélé au président du CSLC les difficultés auxquelles ils font face dans la collecte et le traitement de l'information.

En ce qui concerne le dialogue alternatif, par exemple, les journalistes ont déploré la sélection des médias opérées par les organisateurs de ces assises. D'autres responsables des médias ont évoqué le fait que certains acteurs de l'opposition et parfois de la société civile ne sont jamais disponibles à prendre part aux émissions radiodiffusées et télévisées.

Plusieurs intervenants ont indiqué que l'État, par le fait qu'il n'améliore pas les conditions de vie des journalistes, est en grande partie responsable du comportement actuel des professionnels de la communication et de l'information. D'autres intervenants ont affirmé, en outre, que le manque de formation de base en communication est à l'origine de certaines attitudes antiprofessionnelles qu'affichent les journalistes congolais. Les débats se sont déroulés dans la convivialité et sans langue de bois. Le président du CSLC a informé les responsables des médias audiovisuels que son institution déposera sous peu les fiches de décompte de temps d'antenne des acteurs politiques et de la société civile dans les différentes rédactions afin que, a-t-il indiqué, le CSLC assure au mieux le contrôle du principe du pluralisme dans les médias exigé par la loi.

Roger Ngombé



Philippe Mvouo

tion en leur rappelant que l'article 2 de la loi précitée dispose que « Cette loi a pour objet de fixer les principes et les modalités d'accès à l'audiovisuel public des formations et des groupements politiques, des organisations professionnelles et des syndicats représentatives à l'échelle nationale ».

En outre, le principal orateur a fait remarquer à ses interlocuteurs que ces derniers temps, de plus en plus, les journalistes foulent aux pieds le principe d'équité exigé par la loi aux professionnels de l'information et de la communication en période pré-

tiques, les organisations professionnelles et syndicales doit satisfaire à l'obligation du pluralisme et d'équilibre. Les formations et les groupements politiques, les organisations professionnelles et syndicales bénéficient d'un temps d'antenne selon la règle d'équité ».

Philippe Mvouo s'est appuyé sur les dispositions pertinentes de cet article pour faire constater que les médias audiovisuels n'ont pas respecté ce principe dans le traitement des informations liées au dialogue national inclusif de Sibiti et au dialogue national alternatif de Brazzaville.

GESTION DURABLE ET CONSERVATION DE LA NATURE

Abattage abusif des bois par la société EFC

La société chinoise Eucalyptus Fibre Congo (EFC) basée à Pointe Noire n'a pas respecté les dispositions contenues dans le cahier de charge l'autorisant à exploiter le bois à Hinda, dans le Kouilou. Selon un constat fait, la société aurait procédé à un abattage de bois exagéré, occasionnant des difficultés de fonctionnement.

Le ministre de l'Economie forestière et du développement durable, Henri Djombo, en a fait le point le 5 Août à Brazzaville avec le chargé d'affaires près de l'ambassade de Chine au Congo, Liu Cunxiao. Les deux personnalités ont décrit le comportement affiché par la société chinoise EFC, qui travaillait au Congo dans la foresterie, pour une production annuelle de copeaux de 600.000 tonnes.

En effet, la société EFC qui, a procédé à un abattage de bois à grande échelle, sans avoir réalisé le reboisement, connaît actuellement des difficultés de fonctionnement. A ce jour, les pépinières sont abandonnées et des licenciements ont été effectués jusqu'au au niveau du personnel chinois.

Le chargé d'affaires a pris l'engagement de trouver une solution à cette question, afin dit-il, ne pas entacher la coopération entre la Chine et le Congo qui est « au beau fixe ». « *Ce sont des problèmes temporaires, grâce aux efforts conjugués de part et d'autre, la situation sera vite résolue* », a indiqué



L'échange sino-congo, photo Adiac

Liu Cunxiao. Quelques heures avant de s'entretenir avec le chargé d'affaires Chinois, le ministre Henri Djombo a échangé avec le représentant résident du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Anthony Kwaku Ohemeng Boamah. L'audience s'inscrivait dans le cadre de la poursuite des efforts que le Congo

déploie dans le domaine de l'environnement.

Les deux personnalités ont aussi évoqué la question relative à la prolongation du programme ONU-REDD de neuf

mois afin d'achever toutes les activités prévues dans le cadre de ce projet. Le PNUD entend participer à la réunion qu'organiserait le ministre, au cours de laquelle, seront présentés des projets nécessitant des financements de la part des partenaires au développement.

Nancy France Loutoumba

Le Congo récuse le bois illégal

Le ministère de l'Economie forestière lance, ce mois d'août, une opération dénommée « bois propre », c'est-à-dire provenant des coupes légales.

La décision du ministre Henri Djombo est une réponse aux vendeurs de bois locaux et scieurs artisanaux qu'il a reçus le 4 août 2015 à Brazzaville.

Ces derniers ont voulu expliquer au ministre les difficultés qu'ils rencontrent pour s'approvisionner en bois local au regard des caprices de Sifco et Likouala Timber.

Informés de la décision du ministre qui recommande la vente du bois local, ces vendeurs et scieurs artisanaux n'ont pas hésité de solliciter du ministre une dérogation pour leur bois issu des forêts communautaires du Cameroun. Lors des échanges, le ministre Djombo a expliqué que l'expérience camerounaise n'a pas été concluante pour le Congo qui met l'accent sur la gestion durable des forêts. « *Nous ne pouvons pas autoriser de vendre un seul mètre cube de bois illégal. Considérer que tout le bois en circulation est illégal.*

C'est inutile d'investir de l'argent dans ce commerce », a clamé Henri Djombo.

« Dorénavant, ils doivent vous vendre du bois sec et non vert »

Commentant l'arrêt,

le ministre a rappelé l'arrêt momentané d'approvisionnement du marché en bois. « *Dorénavant, ils doivent vous vendre du bois sec et non vert* », a-t-il averti. Les menuisiers ont besoin d'un bois prêt pour l'utilisation et le Congo regorge suffisamment d'essences pour répondre à cette esera vendu exigence.

Devant l'inquiétude affichée par les vendeurs, le ministre a annoncé quelques mesures visant même la restitution de leurs produits. Par ailleurs, des sanctions disciplinaires seront prononcées contre des fonctionnaires pour manquements professionnels. « *Ne donnez plus de l'argent aux agents de l'administration forestière. Nous voulons une administration nette. Et nous allons organiser ce secteur* », a conclu le ministre.

N.F.L.



MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET DE L'ALPHABETISATION

PROJET D'APPUI A L'AMELIORATION DU SYSTEME EDUCATIF (PRAASED)

UNITE DE GESTION DE PROJET (UGP)



AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 001/2015/MEPSA-CAB-DEP-PRAASED

POUR LE RECRUTEMENT D'UNE PARTIE DU PERSONNEL CLE DE L'UNITE DE GESTION DU PROJET

1. Contexte

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu de l'Association Internationale de Développement (IDA) Groupe Banque Mondiale, une avance de fonds (PPA), en vue de cofinancer les activités de préparation du Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Educatif (PRAASED), et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer les paiements au titre des contrats suivants :
-recrutement d'un consultant individuel, Coordonnateur à l'Unité de Gestion du Projet ;
-recrutement d'un consultant individuel, Responsable Administratif et Financier à l'Unité de Gestion du Projet ;
-et recrutement d'un consultant individuel, Spécialiste en passation des marchés à l'Unité de Gestion du Projet.

2. Profil des Consultants

Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus, à donner les informations rendant compte de leurs qualifications et capacités professionnelles à réaliser lesdites prestations et répondant aux critères suivants :

Pour le Coordonnateur

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (Bac+5) en gestion, finances et comptabilité, management, économie, sciences juridiques et administratives ;
- Avoir une expérience professionnelle globale d'au moins quinze (15) ans dont au moins cinq

- (5) ans à un poste de responsabilité similaire ;
- Avoir une bonne connaissance du système éducatif congolais ;
- Avoir une bonne maîtrise des procédures de gestion des institutions financières internationales. La connaissance des procédures de la Banque Mondiale serait un atout ;
- Avoir la maîtrise de l'outil informatique et des logiciels standards (Word, Excel, Power Point) et Internet ;
- Faire preuve de bonnes capacités managériales (en planification, respect des délais et production des rapports) ;
- Avoir des aptitudes pour la communication et le travail en équipe ;
- Etre capable de renforcer les capacités des autres membres de l'équipe du Projet serait un atout.

Pour le Responsable Administratif et Financier

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (Bac+4) en gestion, comptabilité ou contrôle de gestion. Un diplôme en gestion des projets serait un plus ;
- Avoir une expérience professionnelle globale d'au moins dix (10) ans dont au moins cinq (5) ans à un poste de responsabilité dans les domaines de gestion financière de programmes d'envergure ou de grands projets de développement financés par les institutions financières internationales, notamment la Banque Mondiale, la BAD, l'AFD etc.
- Avoir une maîtrise complète des outils de gestion financière et de systèmes comptables

- ; notamment la maîtrise des procédures administratives et financières de la Banque Mondiale ;
- Avoir une bonne connaissance des logiciels informatiques standards (World, Excel, Power Point) et l'utilisation de l'Internet. La connaissance et l'utilisation des logiciels comptables des projets tels que : TOMPRO, SUCCESS seront un atout ;
- Etre capable de travailler sous pression ;
- Etre de bonne moralité et avoir la capacité de travailler en équipe et dans un milieu multiculturel, présenter des qualités de manager ;
- Une expérience en renforcement des capacités d'Unité de Gestion de Projet serait un atout.

Pour le Spécialiste en Passation des Marchés

- Etre titulaire d'un diplôme supérieur équivalent au moins à la maîtrise, en administration publique, droit commercial ou gestion ;
- Avoir des connaissances pratiques de passation des marchés et des règles et procédures de passation des marchés notamment, de la Banque Mondiale et de la République du Congo ;
- Avoir une expérience professionnelle de trois (3) ans minimum dans le domaine de la passation des marchés en qualité de spécialiste en passation des marchés pour des projets cofinancés par la Banque Mondiale ;
- Avoir la capacité de résolution des problèmes liés à la passation des marchés publics ;
- Avoir une bonne connaissance des logiciels

standards (Word, Excel, Power Point) et l'utilisation de l'Internet. La connaissance et l'utilisation du logiciel de passation des marchés TOMMACHE seront un atout ;

- Etre capable de travailler sous pression ;
- Avoir des aptitudes pour la communication et le travail en équipe.

3. Dépôt des candidatures

Les informations complémentaires peuvent être obtenues et les Termes de Référence détaillés consultés, les jours ouvrables de 9H00 à 14H00 à l'Unité de Gestion du PRAASED.

Le dossier de candidature comprenant : une lettre de motivation, le curriculum vitae et les copies de diplômes doit être déposé sous pli fermé ou envoyé par courrier électronique au plus tard le 22/08/2015 à 12 heures, à l'adresse ci-dessous :

Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Educatif (PRAASED)
Rue Lamothe, derrière le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat
Siège ex PRAEBASE, Brazzaville
République du Congo
E-mail : praased@yahoo.fr

Fait à Brazzaville, le 05 Août 2015

Le Responsable de la cellule de passation des marchés (MEPSA)

Boniface NGOULOU

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« C'est toujours dans l'angoisse que l'on se prononce sur une position, surtout une position politique où les opinions sont divergentes, contradictoires et éloignées. »

Landing Biaye, Secrétaire général du Mouvement des élèves et étudiants socialistes de l'Ucad (Université Dakar), Le Quotidien, 30 juillet 2015

« Le Maroc est assez en pointe dans la région pour les réformes. On a tendance à toujours lui demander davantage »

Elisabeth Guigou, présidente de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale (Maroc), AtlasInfo, 27 juin 2015

« L'Europe doit aussi respecter les peuples et leurs histoires si elle veut prospérer et se réconcilier avec ses propres peuples, si elle veut être autre chose qu'un simple ordre institutionnel moribond. »

Christian Picquet, porte-parole de la Gauche unitaire, L'Humanité, 4 août 2015

« Sans une société civile forte, capable d'être exigeante vis-à-vis des dirigeants, de s'opposer aux mauvaises pratiques, les hommes politiques continueront de gérer le pays comme un patrimoine familial. »

Misbaou Sow, ancien officier de l'Armée guinéenne, candidat à la magistrature suprême, le Faso.net, 1er août 2015

« Tout comme l'investissement privé est nécessaire pour produire la croissance économique, les ressources publiques nationales sont indispensables pour veiller à ce que cette croissance soit durable et que les bénéfices soient partagés à tous les niveaux de la société. »

Daniel Yohannes, ambassadeur des États-Unis auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Jeune Afrique, 3 août 2015

PÊCHE ET AQUACULTURE

La Turquie se propose d'investir au Congo

L'ambassadeur de la Turquie au Congo, Can Incesu, a présenté le 5 août, à Brazzaville, l'intention de son pays au ministre congolais de la Pêche et de l'aquaculture, Bernard Tchibambelela.

Le diplomate et les experts qui l'accompagnaient ont, en un quart d'heure, détaillé leur projet de développement, auprès du ministre Bernard Tchibambelela. Une idée qui tombe à pic, s'inscrivant dans l'objectif du projet régional EAF-Nansen, relatif à la réduction de la pauvreté et à la création des conditions favorables à la sécurité alimentaire. S'agissant de ce projet, les objectifs immédiats consistent à fournir aux instituts de recherche halieutiques et aux administrations des pêches, des connaissances additionnelles sur leurs écosystèmes afin qu'ils puissent les utiliser dans la planification



et le suivi. Durant cette entrevue, les parties congolaise et turque ont suggéré la possibilité de moderniser le secteur d'aquaculture des espèces comme les poissons ou crevettes. Pour cela, l'ambassadeur entend mobiliser des pisciculteurs et investisseurs de son pays pour la réussite de ce projet coopératif.

Mais, « pour l'instant, nous sommes sur l'aquaculture et

L'ambassadeur face à la presse dès qu'il y aura des retombées cela sera bénéfique pour notre coopération. Nous avançons de pas-à-pas, je crois que ce genre de projet apportera d'autres choses. Nous voyons qu'il y a beaucoup de potentialités ici au Congo, et donc chaque projet amènera une suite », a confié le chef de la diplomatie turque au Congo.

Fiacre Kombo

NTIC

Un site web ouvert pour l'éducation sexuelle des jeunes

Le Mouvement Action Jeunesse (Maj) en collaboration avec l'Association congolaise pour le bien-être familiale (Acbef) a récemment mis à jour un site web pour l'éducation sexuelle des jeunes âgés de quatorze à vingt et quatre ans.

L'ouverture du site www.tictacados.org a été rendu possible grâce à un financement du Fonds des nations unies pour la population (Fnuap) en collaboration avec la direction générale de la population qui se

charge notamment de la supervision. La vulnérabilité des jeunes aux questions sexuelles est l'une des raisons qui ont motivé la création de ce site. Celui-ci aidera les jeunes à mieux s'informer sur les sujets dits tabous ainsi que sur les infections sexuellement transmissibles (IST) et le VIH-Sida.

Sur les pages virtuelles de ce site, les jeunes peuvent surfer pour se renseigner et avoir des réponses aux questions de sexualité, de liberté, de grossesse et des échanges

en ligne. La structure destinée à renforcer la participation des jeunes au débat sur la sexualité ainsi qu'à la prise de décisions responsables pourrait contribuer à améliorer leur appréhension des services offerts par les programmes sexuels mis en œuvre dans le pays. A ce jour, la page Facebook de ce site web, compte déjà plus d'un millier de jeunes internautes qui y débattent régulièrement des sujets sexuels.

Fortuné Ibara

TÉLÉPHONIE MOBILE

Baisse des coûts d'appels entre MTN et Airtel

Jusqu'ici, l'appel entre un abonné d'Airtel et celui de MTN était taxé à 70FCfa et 40 FCfa pour un Sms. Désormais, ces coûts baissent et donnent 70FCfa pour l'appel contre 10FCfa pour le message (SMS).

Cette nouvelle tarification est le résultat du travail mené par l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (ARPCE) qui a signifié, le 4 août à Brazzaville, que cette réduction des coûts est en vigueur depuis le 1er août dernier.

Cette décision de l'ARPCE obéit aux dispositions réglementaires du secteur des communications électroniques et du décret du 4 février 2015 fixant les modalités d'encadrement des tarifs des services de

communications électroniques.

Ces prix plafonds ont été fixés sur la base des évaluations faites par l'ARPCE pendant les différents cycles d'évaluation de 2011 à 2015. Celles-ci ont révélé que les deux opérateurs ont réalisé de réels bénéfices suite à la baisse des tarifs de terminaison. Des gains d'efficacité qui n'ont pas été bénéfiques aux consommateurs. « Cette réduction des coûts a été jugée salvatrice par l'ARPCE, du fait qu'elle fait économiser aux usagers de la téléphonie mobile un peu plus de 1 milliard FCfa, pour un trafic off-net mensuel de l'ordre de 50 millions de minutes », précise le directeur de l'économie des marchés, Antoine Ndékololo.

Firmin Oyé

ABONNEZ-VOUS
Votre journal au bureau ou à domicile

Contact: 05 532 01 09
Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION

DUREE

PERIODE

Qualité-Hygiène-Sécurité-Environnement (QHSE)

5 jours

3 au 7 août 2015

Techniques de rédaction des termes de référence

3 jours

12 au 14 août 2015

Maîtriser les bases de la législation du travail

5 jours

18 au 24 août 2015

Les fondamentaux du contrôle interne en établissements bancaires et financiers

4 jours

24 au 27 août 2015

* Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.



Une expertise à votre portée

FORMATION - CONSEIL - ASSISTANCE TECHNIQUE

AFFAIRES FONCIÈRES

La famille Mpiaka en guerre contre deux officiers des Fac

La famille Mpiaka s'est insurgée, le 04 août à Brazzaville, contre deux officiers de l'armée congolaise pour menace de mort, suspicion de vente et occupation illégale de leur domaine terrien, un espace d'une superficie de plusieurs hectares.

Selon Célestin Bokouabassa Mpiaka, petit-fils de ladite famille et un des héritiers : « Ces officiers de l'armée foulent au pied le jugement civil n°532 rendu par le tribunal de grande instance de Brazzaville en date du 13 juin 2014, qui reconnaît que le village Batéké Mpiaka (le bled) est la propriété de notre famille. Tout en nous menaçant, ils nous promettent même le pire ».

Les faux propriétaires terriens ont vendu une partie de ce domaine non seulement aux tiers personnes mais aussi à l'Etat. Alors que, le jugement civil et le plan de lotissement présentés à l'issue de cette audience font foi de ce droit de propriété. Par ailleurs, les propos de menace de mort proférés par les deux officiers de l'armée suspectés dans cette affaire ont contraint la famille à adresser, en date du 23 juillet 2015, deux correspondances : l'une au ministre des Affaires foncières et du domaine Public et l'autre au ministre de la Défense nationale.

« A l'issue d'une des récentes réunions, un des officiers s'est opposé au jugement du tribunal que nous lui avons présenté. Il affirme que pour l'obtention de ce jugement favorable, nous avons corrompu le tribunal de grande instance de Brazzaville » s'est indigné Célestin Bokouabassa Mpiaka.

En dehors des deux officiers de l'armée qui se sont mêlés à ce dossier, Ngola Mongo, représentant du bureau exécutif des occupants du quartier 712 le bled, zone 12, village Batéké Mpiaka reconnaît lors d'une audience, qu'« ils sont installés sur les terres appartenant à la famille Mpiaka ».

La famille Mpiaka compte ordonner ultérieurement, l'expulsion de tout occupant de leur site, l'article 711 du code civil reconnaissant que : « la propriété des biens s'acquiert et se transmet par succession par donation, entre vifs ou testamentaires et par l'effet des obligations ».

La famille Mpiaka encore détentrice de toute la documentation datant de l'époque coloniale pour leur propriété terrien, est en train de défier les présumés propriétaires.

Rappelons que selon les documents datant de l'époque coloniale, cette famille serait détentrice d'une superficie de mille hectares.

Fortuné Ibara

Edith & Alain Roger Mbengue

Chers parents, amis et collègues,
Nous vous remercions d'avoir partagé notre bonheur et d'avoir fait que le samedi 1er Août 2015, date de notre mariage coutumier soit un jour inoubliable qui sera gravé à jamais dans nos cœurs.

Merci pour vos cadeaux,
Merci pour vos sourires,
Merci pour votre présence.



Annonce Total E&P Congo

Concours d'entrée 2015 dans les classes renforcées au Lycée Victor Augagneur

Les élèves ayant déposé leur dossier de candidature au concours d'entrée dans les classes renforcées et ne sachant pas s'ils ont été retenus doivent se rapprocher :

- Du lycée Victor Augagneur à Pointe-Noire ;
- ou de la Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation de Pointe-Noire, ou, du collège d'appartenance.

Pour les élèves dont les dossiers ont été retenus, une réunion d'information obligatoire se déroulera au Lycée Victor Augagneur le Samedi 08 Août 2015 à 10h00. Les modalités, les horaires et le déroulement du concours leur seront précisés.

Le concours se déroulera du Lundi 10 au Mardi 11 Août 2015 au Lycée Victor Augagneur, suivant le planning ci-après :

- Lundi 10 Août 2015

09h – 11h30: Mathématiques
14h – 16h30: Français

- Mardi 11 Août 2015

09h – 11h30 : Physique chimie

Attention : les élèves doivent absolument se présenter au concours munis d'une pièce d'identité.



DDEPSA

TOTAL E&P CONGO

Allianz Voyage

Schengen, Monde Entier

Voyagez en toute sécurité

Allianz Congo Assurances vous propose le meilleur de l'assurance voyage !

Nouveaux tarifs

A partir de 19 949 F.CFA TTC
Dépendant des lieux de destination agréés Allianz



Avec vous de A à Z

Allianz

Siège social

Residence Gabriel
Avenue Ligouri Pambélé
B.P 340 Pointe-Noire - République du Congo
Tél : +242 05 601 12 00
Email : allianz.congo@allianz-cg.com

Bureau de Brazzaville

Immeuble Elzina - 2ème Etage
Marché Hatazo - Centre ville
République du Congo
Tél : +242 05 012 95 54 / +242 22 804 50 21
Email : allianz.congo@allianz-cg.com



ASSOCIATION YALI CONGO

En partenariat avec
L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE AU CONGO
et NEC Fondation

Organise
FORUM DE LA JEUNESSE

Thème:

**L'AUTONOMISATION DE LA JEUNESSE,
GAGE DE DÉVELOPPEMENT**

Du 12 au 13 Août 2015
à la Chambre de Commerce de Brazzaville

“Si vous êtes une jeune entreprise, vous pouvez bénéficier d'un stand à l'occasion de l'Expo Business”
Réservez dès maintenant aux numéros indiqués.

Inscrivez - vous au :

TEL 06 687 19 31/ 05 500 17 71

Gmail yalicongo@gmail.com

www.facebook.com/yalicongo

Date de clôture : le 10 Août 2015

YouTube



- R.D. Congo
- Ethiopie
- Botswana
- Burundi



INTÉGRATION

Atelier de sensibilisation et de lancement des activités d' enrôlement de la Cémac à Douala

Douala, la capitale économique du Cameroun a abrité les 27 et 28 juillet, l'atelier de sensibilisation et de lancement des activités d' enrôlement des experts civils du vivier. C'était en présence du conseiller juridique du chef d'état-major de la Fomac, Athanase Nthanga Oyougou, et des représentants du secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Céac), des centres Esig et Eiforces. L'objectif de la rencontre était de sensibiliser les différentes parties prenantes sur la mise en place d'un vivier et une stratégie de communication pour la sensibilisation dans les Etats membres, indique un communiqué de la Céac.

Les participants ont débattu sur l'élaboration de la stratégie de communication pour la sensibilisation des Etats membres ; l'élaboration du projet de directives du secrétaire général de la Céac sur la base d'un guide élaboré par l'Union africaine ; et l'élaboration du rapport final.

Noël Ndong

MIGRANTS

L'hécatombe

À cinq mois de la fin de l'année, le record de morts a dépassé celui de toute l'année 2014 dans la traversée en Méditerranée, affirme l'OIM.

Ils sont morts par noyade, par asphyxie dans les cales des bateaux, de faim ou de soif, de froid : plus de 2000 migrants ont perdu la vie dans la folle tentative de gagner l'Europe dans des embarcations de fortune par la Méditerranée. Partis le plus souvent des côtes de Libye, un pays livré à lui-même, ces migrants sont une majorité d'originaires d'Afrique sub-saharienne et du nord. L'Organisation internationale des migrations (OIM) qui a donné ces informations mardi, indique que ce sont 188.000 migrants qui sont arrivés depuis janvier en Europe, principalement en Grèce et en Italie, via la Méditerranée. L'OIM pense que le chiffre symbolique de 200.000 personnes sera « très rapidement atteint », si pas dépassé : un autre record !

Mais aussi bien l'OIM, les gouvernements du bord de Méditerranée que les organisations humanitaires ne prennent en compte que le nombre des corps matériellement repérés, ensevelis ou retrouvés. Personne ne

saura jamais le nombre de ceux en décomposition dans quelque coin de désert, les témoignages des survivants font pourtant régulièrement état de squelettes



Un bateau des garde-côtes italiens avait déjà porté secours à des migrants venus de Libye, le 3 août. DARRIN ZAMMIT LUPI/REUTERS

jalonnant les routes de passage des téméraires. Mais même en partant de cette condition restrictive, l'OIM affirme que cette année sera celle des records absolus, puisque l'année passée, elle n'a pu comptabiliser que - si l'on peut dire - 1.607, entre janvier et juin 2014.

Rien que la semaine dernière les sauveteurs en mer ont repêché

et/ou ramené à terre, en Sicile (Italie du sud), 19 corps de migrants. Ils s'ajoutent au chiffre officiel publié par l'OIM mardi. L'organisation affirme que pour 14 des 19 corps ramenés dans le port sicilien de Messine, la mort était intervenue des suites



d'épuisement et de soif après que l'eau potable eut été utilisée pour refroidir le moteur de leur bateau. Cela ajoute à l'horreur du drame mais en matière de migration, une horreur de plus ou de moins ne fait plus aucune différence désormais. Car les chiffres dépassent l'entendement. Toutes les larmes des familles restées sans nouvelles,

ignorant même parfois jusqu'à la disparition de leur fils/fille du cercle des relations, n'y font rien. Pas plus que la tentative de remontée de la chaîne des responsabilités. L'Erythrée dont des ressortissants se retrouvent régulièrement dans les groupes des candidats à la traversée (et donc aussi des cadavres comptabilisés) accuse des trafiquants. Cela n'est désormais plus qu'un aspect devenu dérisoire devant l'ampleur du drame.

Tout comme le sont les décisions ou tentatives de construction de murs en Hongrie, entre la France et la Grande-Bretagne ou en Turquie. C'est tenter de colmater une digue qui fuit de partout avec de la paille frêle. Car la répétition des drames en Méditerranée interpelle tout le monde, depuis les pays de départ des migrants jusqu'aux destinations visées, en passant par les pays de transit qui ont vite fait de se laver les mains en laissant faire. Le phénomène est devenu une source d'inspiration pour les partis politiques de droite et de gauche en Europe. 2000 morts en Méditerranée, 2000 voix dans l'urne ?

Lucien Mpama

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT
SOCIÉTÉ
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com


LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



CÔTE D'IVOIRE

Démarrage de l'opération d'indemnisation des victimes de la crise post-électorale

Une cinquantaine de victimes de la crise postélectorale de 2010-2011 ont reçu le 4 août des mains du président de la République, Alassane Ouattara, un chèque de 1.500 euros chacun au cours d'une cérémonie.

« Au nom de la nation, je tenais à vous exprimer le soutien et le réconfort de l'Etat », a déclaré le chef de l'Etat ivoirien, devant un groupe de victimes et des proches de victimes de la crise postélectorale. C'est l'an dernier que le président ivoirien avait annoncé la création d'un fonds d'environ 15 millions d'euros pour dédommager des victimes de la crise postélectorale de 2010-2011.

La Commission nationale pour la réconciliation et l'indemnisation des victimes (Conariv) avait remplacé en décembre dernier. La Commission dialogue, vérité et réconciliation (CDVR) qui avait été remplacée par la Commission nationale pour la réconciliation et l'indemnisation des victimes (Conariv) a réussi à recenser quelques 74.000 victimes.

La Côte d'Ivoire a connu entre 2002 et 2011 une longue période de crise politico-militaire, qui a culminé avec les violences postélectorales, nées du refus de l'ex-président Laurent Gba-

gbo de reconnaître sa défaite face à Alassane Ouattara.

Depuis, des procès se sont multipliés pour juger les coupables de la crise post-électorale. Le récent procès est celui de l'ancien chef de la sécurité de l'ex-première dame Simone Gbagbo, le commandant Anselme Séka

« Au nom de la nation, je tenais à vous exprimer le soutien et le réconfort de l'Etat »

Yapo, qui vient d'être condamné par le tribunal militaire d'Abidjan à vingt ans de prison pour assassinat, avec destitution du corps de la gendarmerie, l'interdiction de séjour en dehors de son département d'origine pour une durée de dix ans.

Même s'il a été acquitté pour des faits de détournements de deniers publics et de matériels militaires, c'est son accusation pour homicide volontaire et coups et blessures qui lui ont valu cette peine.

La veille du verdict, le commissaire du gouvernement Ange

Kessi avait réclamé, lors de son réquisitoire, la prison à vie pour celui qu'il a désigné comme étant le « monstre qui avait trop tué » et de « tueur sanguinaire ». « Si cet homme est en liberté, la Côte d'Ivoire ne sera pas en paix », avait-il ajouté.

Pour ses détracteurs, celui qu'on surnomme « Séka Séka », était un des chefs des escadrons de la mort. Mais ses avocats qui avaient demandé la

relaxe, dénoncent l'absence de preuves. Ils se défendent en argumentant que les témoignages n'étaient pas convaincants et que le dossier est vide. Anselme Séka Yapo était jugé avec sept autres officiers de l'ex-président Laurent Gbagbo pour des exactions commises durant la crise post-électorale.

Le Commandant Jean-Noël Abéhi, patron de l'escadron blindé d'Agban, lui, écope cinq ans de prison. Les deux autres ont cinq jours pour se pourvoir en cassation.

Yvette Reine Nzaba

TRANSPORT MARITIME

L'Égypte dévoile le nouveau canal de Suez ce 6 août

Pour les Égyptiens, l'inauguration du nouveau canal de Suez est un événement majeur qui consacre son génie créateur et le grand retour du pays au devant de la scène internationale.

Des sources diplomatiques égyptiennes, certaines personnalités étrangères seront associées à ce grand événement. Des noms de chefs d'Etat sont cités parmi les invités attendus. « Ce nouveau canal ne va pas seulement servir l'Égypte. Il va assurément propulser le commerce maritime sur cette partie du monde et de nombreux pays devraient en tirer profit » « Si le premier canal de Suez a pris dix années pour sa construction, le nouveau qui va être inauguré n'aura duré, en termes de travaux qu'une année »; commente Mohammed Faïq, président de la commission des droits de l'Homme. Des propos qui laissent entrevoir une vengeance sur l'histoire quand on sait ce que le premier canal a valu à l'Égypte de Nasser. L'ouvrage n'est peut-être pas le plus important que réalise l'actuel président Abdel Fattah al-Sissi mais il est le premier, économiquement, qui renseigne sur l'engagement de cet homme dont les images de campagne trônent encore le long des artères de la capitale.

Jocelyn Francis Wabout

NEW-YORK

Chergui Smail et Ban Ki moon évoquent le partenariat Onu-UA

Lors de sa rencontre avec le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, le 3 août, à New York, le commissaire à la Paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Chergui Smail ont évoqué l'état du partenariat entre les Nations unies et l'UA, les conflits en Afrique notamment dans les Grands Lacs, au Nord du Mali et au Soudan du Sud

Ils ont également abordé les questions relatives à la lutte contre le terrorisme et les conclusions du Panel haut niveau sur la revue des Opérations de maintien de la paix. A l'issue des échanges, les deux parties ont fait part de leur volonté de poursuivre les efforts en vue d'approfondir et d'élargir la coopération entre l'Onu et l'UA.

Au cours de sa mission, Chergui Smail a procédé à l'évaluation de l'action commune des deux organisations en Afrique, et à un échange de vues sur les moyens de renforcer la cohérence des activités conjointes.

Noël Ndong



COOPÉRATION CONGO - UNION EUROPÉENNE



LE PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS COMMERCIALES ET ENTREPRENEURIALES (PRCCE)

EN PARTENARIAT AVEC:



FEDERATION DES MUCODEC
Mutuelles Congolaises d'Épargne et de Crédit

A MIS EN PLACE



LCB Bank
GROUPE BMCE BANK

LE CHÈQUE SERVICE

PLUS DE
92%
DE PRISE EN CHARGE
PAR L'U.E.



DIRIGEANTS DE TPE/PME/PMI,
CRÉATEURS D'ENTREPRISES
DES EXPERTS VOUS ACCOMPAGNENT



Les chèques Services sont émis à Brazzaville et Pointe Noire.
Brazzaville : Agence Centrale LCB Bank et Caisse de la Fédération des MUCODEC
Pointe Noire : Agence Centrale LCB Bank et Délégation des MUCODEC

www.lechequeservice.com

✉ : info@lechequeservice.com



Congo mon pays, airtel mon réseau

Airtel souhaite à tous une
bonne fête d'indépendance



Christine Apiny

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Archange Touadera se déclaire candidat à la présidentielle du mois d'octobre

L'ancien Premier ministre de François Bozize, Faustin Archange Touadera a déclaré le 4 août 2015, qu'il brigait la magistrature suprême.

Touadera dit se servir de ses expériences à la tête de l'Exécutif centrafricain pour impulser un programme de développement de la République centrafricaine. Une candidature provisoire, car selon l'universitaire, « ma candidature et celle de François Bozizé ne peuvent être concurrentielles. Je me retirerai si jamais l'ancien président venait à être candidat aux prochaines élections », a-t-il fait savoir.

« J'ai décidé en ce jour de briser le silence que j'ai observé depuis le 17 janvier 2013, date à laquelle j'ai quitté la Primature. Un silence justifié car, il fallait laisser mes successeurs gouverner. Mais nous avons

constaté que la confiance placée en nos nouvelles autorités a été trahie », poursuit-il. Il a ensuite fondé sa participation à la prochaine course électorale sur le nombre d'années passées à la Primature. « Passé cinq années successives à la tête d'un gouvernement en République centrafricaine n'est pas chose facile. Cela m'a permis d'apprendre, de comprendre et d'être à même aujourd'hui d'impulser une politique adéquate et conforme à ces défis ». Sur sa relation avec le parti KNK, parti dont il était à un moment donné vice-président, Faustin Archange Touadera a priorisé les bienfaits reçus de

François Bozizé. « Pendant cinq ans, François Bozizé m'a fait confiance en me maintenant comme son Premier ministre ; il m'a accompagné et a toujours été avec moi », a-t-il confié.

Le désormais dissident du parti Kwa Na Kwa a reconnu la complexité et l'immensité des défis s'opposant aux Centrafricains et a promis s'attaquer prioritairement « à la corruption érigée en mode de gestion, à la sécurité, à la santé, à l'éducation et à l'emploi des jeunes ».

Notons que la candidature de Touadera s'ajoute à la longue liste des autres anciens locataires de la Primature comme Martin Ziguélé du MLPC, Elie Doté, Nicolas Tiangaye, Anicet Gorges Dologué.

SUD

L'entreprise ROVIEC suspend ces travaux de réhabilitation des bâtiments administratifs de la ville de Mbaïki

Prévus d'être exécutés en deux mois, les travaux de réhabilitation des bâtiments administratifs, ont été suspendus un mois après son lancement officiel.

Selon la préfète de M'baïki, la raison de l'arrêt de travaux demeure encore inconnue et en plus les choses n'avancèrent pas comme il se devait. Les travaux de réhabilitation confiés à l'entreprise Roviec concernent six bâtiments notamment les résidences des préfets et sous-préfets, la brigade territoriale de M'baïki et la case de passage de la préfecture. Seule la brigade

territoriale de M'baïki est réhabilitée à l'heure actuelle.

Un responsable de cette entreprise a expliqué que « les travaux de réhabilitation des bâtiments administratifs n'ont pas été suspendus mais l'équipe sur le terrain est en train d'attendre les matériaux de Bangui qui devraient arriver dans la journée. Les travaux reprendront dans deux jours si les matériaux seront disponibles ». Une autre source proche de l'entreprise Roviec, a relaté que la suspension de ces activités est due au retard du décaissement du fonds que l'entreprise devait percevoir.

Une équipe de contrôle du gouvernement centrafricain serait dépêchée à M'baïki, en vue de contrôler les travaux.

Notons que l'entreprise Roviec est l'une des entreprises ayant bénéficié des financements destinés aux réhabilitations des bâtiments administratifs dans les seize préfectures de la République centrafricaine. Ces ONG avaient eu chacune quelque quatre cents millions de francs pour ces travaux d'utilité publique. Cependant, la répartition des fonds avait créé des remous entre certains responsables politiques et les dirigeants d'entreprises.

NORD-OUEST

Timide circulation sur l'axe Bouar-Garouaboulaï

La principale voie de ravitaillement de Bangui et l'ensemble du pays, a connu deux semaines de braquages répétitifs suivis de prise d'otage. Elle a été ouverte ce mardi.

Cette suspension temporaire a eu des répercussions sur l'approvisionnement de la population en produits de première nécessité. D'après le

constat fait par le correspondant du RJDH dans la localité, les véhicules de transport commun ont repris les activités. « On peut voir ces camions circuler mais ils ne sont pas encore nombreux comme auparavant », a-t-il confié.

La population de cette région déplore « l'inaction » du gouverne-

ment, qui selon elle, n'a pas prévu une mesure sécuritaire durable pour veiller sur cet axe qui est la seule voie de ravitaillement du pays. Le sous-préfet et le maire de la ville de Baboua kidnappés depuis le 19 juillet 2015, sont toujours entre les mains de leurs ravisseurs.

KAGA-BANDORO

Une Eglise incendiée dans la nuit du 3 août

L'église Baptiste de l'UFEB située dans le 5^e arrondissement de la ville de Kaga-Bandoro au centre-nord, a été incendiée dans la nuit du 3 au 04 août 2015. Aucune perte humaine n'a été signalée, toutefois des dégâts matériels ont été enregistrés.

L'on ignore encore les présumés auteurs et les raisons de cet incendie. Un habitant de la localité a affirmé que des efforts ont été faits afin d'arrêter les flammes, « mais c'était

trop tard, l'église a été complètement consumée par le feu, aucun meuble n'a été récupéré », a-t-il déploré. Simon Pierre Paté, pasteur de ladite église a indiqué qu'il était surpris par des alertes faites par les gardiens qui veillaient sur les magasins aux alentours du marché. « Des gens se sont réveillés, il était alors trois heures du matin, cependant le feu envahissait l'église », a-t-il ajouté.

La même source a souligné qu'il sera un peu difficile de trouver un endroit pour tenir les cultes et a demandé à la population de bonne foi de voler au secours de cette église en ruine. La semaine dernière, l'église Baptiste UFEB centre commercial de Kaga-Bandoro a été victime des cas successifs de vol. Le dernier cas remonte au 31 juillet.

Source : Réseau des journalistes centrafricains pour les Droits de l'Homme

NÉCROLOGIE

Addhas Sylvia, la famille Mangoli et la famille Ndende ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur neveu, fils et frère Mangoli Nkouka Patrick Hermann, alias Papy, agent de Télé-Congo, survenu le 1^{er} août à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°72 rue Likouala Poto-Poto

La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



IN MEMORIAM

5 Août 2008-5 Août 2015

Cela fait exactement 7ans qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui notre frère, père, époux : Jean Merlyns Yanga, inspecteur des Postes et télécommunications.

Le temps qui passe n'a pu effacer la douleur de la séparation, ni combler le vide. Sur ce, Rosé Adèle, Nelly, Christ et Jydhel ainsi que le colonel Guébé et familles prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse à son égard.

A cet effet, des messes seront dites aux églises : Anne Marie Javoueh ; Fatima et la Cathédrale Sacré-Cœur le 5, 6, 7, 8, 9, 10 Août 2015 à 6h30. Papa tu seras à jamais gravé dans nos cœurs.



À LOUER SUR LA RUE DE LA PAIX

À côté du marché Mougali surface de 500 m² au 2^e étage dont moitié en terrasse, moitié couvert, idéal pour restaurant, VIP, boîte de nuit
Tel : 05 557 70 02

À LOUER, VILLA à coté du Stade Ornano et du CHU

Sur 2 niveaux 2 appartements climatisés indépendants de 160 m² avec chacun
Un grand salon, salle à manger, terrasse, Trois chambres avec placards aménagés et cabinet de toilette, Cuisine avec placards.
Entrée séparée avec jardin privatif pour chaque niveau avec parking de 3 voitures. Annexe pour servitudes. Groupe SDMO.
Bâche à eau avec supprimeur.
Tel : 05 557 70 02

VENTE

Parcelle à vendre à Poto-Poto 1, centre ville la Gare.

Adresse : N°11 rue 5 février

Surface : 666,15 m²

Contact : 06 671 12 90 / 06 662 51 73 / 05 546 12 19

SPECTACLE

« Corps lié au son d'abstrait » sera rejoué à l'ifc

Cette création solo, sera présentée le 11 septembre à l'institut français du Congo par Jean Claude Kodja, alias Diako, chorégraphe, directeur artistique de la compagnie Plante planétaire.

Après avoir participé au festival duo solo danse, au mois de juin, à Saint Louis, à Dakar au Sénégal, le chorégraphe présentera sa création «corps lié au son d'abstrait, à la demande de l'institut français du Congo, qui a d'ailleurs financé son voyage, qui veut que ce travail soit dévoilé au public. Cette création, bien qu'elle ait été déjà jouée au festival de Mantsina puis à l'institut français du Congo, l'artiste l'a perfectionnée et a poussé ses recherches « *Le travail de création ne peut que aller à la perfection, il ne faut pas le limité, je l'ai creusé, c'est ce produit que je vais présenter aux spectateurs. C'est sûr qu'ils l'apprécieront* ».

« Corps lié au son d'abstrait » est un véritable trait d'union entre le corps et le son, à travers cette création, Diako montre la relation qui existe entre l'homme et son milieu de vie d'une part et l'homme et ses sons, d'autre part. Cependant, lors de ce spectacle, le son sera quasiment absent, le corps exhibera sans qu'il ait une tonalité quelconque.

L'artiste invite les spectateurs à venir, très nombreux, suivre le produit qu'il a présenté à Dakar « Je vais leur montrer une autre dimension, après le travail de Dakar. Corps lié au son d'abstrait avait eu un prix au festival Mantsina, je pense qu'il remportera aussi un prix à la rencontre chorégraphique de Burkina Faso » Cette création est retenue à la rencontre chorégraphique qui se tiendra en 2016 au Burkina Faso. L'artiste a remercié l'institut français du Congo qui l'a toujours accompagné, le soutient et reconnaît sa passion, sa détermination et sa volonté dans le travail. Le chorégraphe est auteur de plusieurs créations, entre autres, le silence, l'air patient, le corps est un espace dans un espace, Tourne au sol, le contact du corps et de la terre, l'aveugle qui marche dans les ténèbres, l'écrêteau d'un saut d'ombre.

Rosalie Bindika

LITTÉRATURE

Cyrille et Méthode, deux fondateurs de la langue slave

Cyrille et Méthode sont les premiers à adapter les besoins des peuples slaves au besoin du développement en introduisant l'alphabet cyrillique et la langue slave dans les services religieux. Depuis toujours, les russes célèbrent la fête anniversaire de ces deux frères ; ces deux importants personnages qui ont contribué au développement culturel et linguistique des peuples slaves. C'est le cas de la communauté russophone de Brazzaville qui la célèbre au Centre culturel russe.

Différentes de la langue russe contemporaine moderne développée et adoptée pour les besoins de la vie dès le 20^e siècle, et qui est célébrée avec Alexandre Pouchkine (fondateur de cette langue) ; les langues slavons sont les langues qui étaient aux racines de la langue russe comme aux racines d'autres langues slaves. C'est Cyrille et Méthode qui ont traduit la Bible, à l'époque en latin et en grec, en langue slavon qui, à l'époque, était la langue commune pour les peuples slaves, notamment ceux du sud, de l'est et de l'ouest.

Avec Cyrille et Méthode, les slaves ont été dotés de leur premier alphabet et de leurs premiers textes religieux : évangiles, psautiers, épîtres, offices. Il semble que l'alphabet inventé par Cyrille ne soit pas l'alphabet connu sous le nom de « cyrillique » mais l'alphabet « glagolitique ». Le dialecte slave dans lequel les premiers textes ont été rédigés avec l'alphabet de Cyrille est celui de la région de Thessalonique. À cette époque, le slave présentait encore une unité suffisante pour qu'un dialecte du littoral méditerranéen soit compris par des Slaves de l'Europe centrale.

Qui sont-ils ?

Cyrille ou Constantin le philosophe, né vers 827-828 à Thessalonique et décédé le 14 février 869 à Rome. Et son frère Méthode, évêque de Sirmium, né vers 815-820 à Thessalonique et décédé le 6 avril 885 en Grande Moravie, probablement à Velehrad. Ils sont connus comme



Cyrille et Méthode

les Apôtres des slaves, ceux qui ont évangélisé les peuples slaves de l'Europe centrale. L'Eglise catholique fête les deux saints le 14 février. Alors que l'Eglise orthodoxe fête la natalité de Cyrille, le 14 février, celle de Méthode le 6 avril, et la synaxe des deux saints « égaux aux apôtres » le 11 mai, mais le calendrier traditionnel catholique (forme extraordinaire) ainsi que l'Eglise catholique de la République tchèque et de Slovaquie, les fêtent le 5 juillet. Le 2 juin 1985, le pape Jean Paul II, les a proclamés co-patrons de l'Europe, avec Saint Benoît.

Les deux frères entamèrent d'abord des carrières de fonctionnaires, Méthode dans l'administration provinciale, Constantin dans la diplomatie. Il participa à une ambassade à Bagdad auprès du calife Jafar al-Mutawakkil. Méthode fut le premier des deux à entrer en religion, en 856, dans un monastère du Mont Olympe de Bithynie, à environ quarante ans, mais Constantin le rejoignit peu après alors qu'il est âgé de 28-29 ans. Selon leurs vies, ils se consacrèrent alors aux « livres ».

L'œuvre de Cyrille et Méthode

L'œuvre de Cyrille et Méthode est de longue durée. Les slaves leur doivent une culture exprimée en langue vernaculaire, le slavon, et un accès à la culture byzantine. L'œuvre missionnaire de saint Cyrille et saint Méthode date d'une époque où, malgré la tension qui s'accroît entre l'orient et l'occident, la chrétienté a encore le sentiment de former un seul corps. En effet, l'œuvre de Cyrille et Méthode se maintient jusqu'en 894 sous le règne de Svatopluk, neveu de Rastislav qui constitua un empire de la grande Moravie incluant, en plus de la Moravie, la Slovaquie, la Bohême, une partie du territoire des Serbes prolabs, la Silésie, la région de Cracovie et celle du lac Balaton en Pannonie. Ensuite, les compagnons des deux frères doivent quitter la région, et le christianisme original qu'ils y avaient implanté tombe sous les coups du clergé germanique : l'évêque allemand Wiching prend sa succession et rétablit le latin comme langue d'Eglise. Constantin n'a pris le nom de Cyrille que peu avant sa mort.

Bruno Okokana



LE CENTRE DE FORMATION INFORMATIQUE CERTIFIANT D'AFRIQUE CENTRALE

Promo formations Bureautique

2 formations achetées, la 3^{ème} à MOITIÉ PRIX

Word
Powerpoint
Excel
Outlook



Améliorer les performances informatiques de vos salariés à moindre coût!

Pointe-Noire (+242) 06 510 50 95 / 06 892 55 86
Brazzaville (+242) 22 611 29 16 / 06 518 8841





Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins



Assurances et Réassurances du Congo

Assurance Incendie
Assurance Transport
Assurance Multirisque Habitation
Assurance Glaces/Verges
Assurance Responsabilité Civile

Assurance Santé
Assurance Construction
Assurance Maladie
Assurance Voyage
Assurance Énergie

Votre intérêt, notre plus grand souci!!

Agence RDC Avenue Ntanga/Cabari: Tel: (+242) 22 281 52 86 / 22 281 19 48
Agence PDR: 179 Avenue Eglise/Levignot: Tel: (+242) 22 281 46 57 / 44 13 88
Email: ardc@arcd.com - www.arcd.com

AVIATION CIVILE

Ethiopian Airlines revient à Goma après trois semaines de suspension

Un appareil de la compagnie aérienne éthiopienne s'est posé, le 5 août, peu après 15h00 sur la nouvelle piste de l'aéroport de cette ville.

Parlant de cette reprise de desserte de la province du Nord-Kivu, le chef local d'Ethiopian Airlines, Negus Meressa, a également évoqué les préjudices causés à la compagnie par cette décision de suspension de vol prise, il y a trois semaines, par le gouvernement congolais. « Je suis content que le gouvernement ait levé la mesure et je pense que la population de Goma est aussi contente », a-t-il déclaré à l'AFP.

Ethiopian Airlines, rappelle-t-on, a inauguré, le 10 juillet, sa desserte de Goma au départ d'Addis Abeba, devenant ainsi la première compagnie aérienne commerciale à assurer depuis longtemps une liaison internationale régulière vers la capitale

du Nord-Kivu. Une décision du gouvernement, prise trois jours plus tard, a coupé court la joie de la population du Nord-Kivu. Les autorités congolaises ont suspendu jusqu'à nouvel ordre cette liaison, arguant des travaux de réfection de la piste d'atterrissage, alors que des Airbus A320 de la compagnie congolaise CAA se posaient sans problème sur cette piste bien que plus gros que l'appareil d'Ethiopian Airlines.

Cette suspension de la desserte d'Ethiopian Airlines avait été à la base des manifestations de la population de Goma pour laquelle son arrivée était porteuse de promesses d'activité économique supplémentaire. Il est annoncé que d'autres compagnies étrangères vont bientôt emboîter le pas à Ethiopian Airlines dans le chef lieu du Nord-Kivu. La primature congolaise citée par AFP a annoncé les activités de Kenya Airways



Un avion d'Ethiopian Airlines

et des compagnies Emirates et Fly Dubai. Ces nouvelles sociétés desserviraient Goma et

Kinshasa. Cette piste, inaugurée le 3 août, avait été endommagée en 2002 lors de la dernière érup-

tion du volcan Nyiragongo, qui avait détruit la moitié de Goma.

Lucien Dianzenza

INTERVIEW

Serge Mumbu : « *Pointe Noire constitue un marché potentiel pour les artistes de RDC* »

La ville portuaire de Pointe-Noire, en République du Congo offre des opportunités intéressantes aux entreprises étrangères qui s'y installent. Selon une étude réalisée par Target, cet attrait grandissant pousse les milieux des affaires à développer des stratégies plus percutantes de communication notamment l'utilisation des personnalités appréciées par les Ponténégrins afin d'atteindre leurs cibles. A en croire Serge Mumbu, cette stratégie ne peut que payer dans la mesure où la télévision classique est le média le plus suivi avec une audience globale dépassant les 86%.

Les Dépêches de Brazzaville : Parlez-nous de l'enquête de Pointe-Noire et surtout des résultats globaux ?

Serge Mumbu : Target a organisé, du 23 au 26 avril 2015, une étude quantitative portant sur les médias à Pointe-Noire, avec un échantillon de 1000 personnes dont 500 hommes et 500 femmes. Il ressort, de cette étude, que la télévision classique est le média le plus suivi par les Ponténégrins avec 86% d'audience globale. Le samedi et le soir sont respectivement le jour et le moment favori pour suivre la majorité des médias (télévision classique, chaînes câblées et internet).

L.D.B. : Pour mener cette étude, vous avez choisi cette fois une ville étrangère après Kinshasa et Lubumbashi. Quelle est la particularité de



Pointe-Noire ?

S.M. : Pointe Noire est la capitale économique de la République du Congo, une ville portuaire qui attire beaucoup d'investisseurs. Il s'agit également de la ville où siègent un bon nombre d'entreprises étrangères et dont le niveau de vie est plutôt élevé. Tous ces éléments font en sorte que la ville soit intéressante pour les entreprises et décideurs qui ont ou peuvent avoir besoin de communiquer et de faire passer leurs messages auprès de la population. D'où la nécessité de leur fournir des statistiques fiables pour leur permettre d'opérer les meilleurs choix en termes de personnalités pouvant accompagner

leurs campagnes de communication.

L.D.B. : Pointe- Noire représente-t-elle un marché potentiel pour certaines personnalités originaires de la RDC ?

S.M. : En effet, il y a plusieurs entreprises qui, pour mieux commercialiser leurs produits, voudraient s'appuyer sur des personnalités appréciées afin d'atteindre leurs cibles. La ville de Pointe-Noire constitue donc un marché potentiel pour les artistes congolais en termes de revenus liés à la publicité et au sponsoring. Partout dans le monde, les grandes marques s'appuient toujours sur des

grandes stars pour mieux influencer leurs cibles.

L.D.B. : Dans cette étude, les artistes musiciens comme Fally Ipupa et Koffi Olomidé ainsi que des comédiens comme Vue-de-loin tirent leur épingle du jeu. Y a-t-il une raison particulière à ces choix, quelles sont les catégories socio-professionnelles qui les apprécient tant ?

S.M. : L'acteur Vue-de-Loin est fortement apprécié pour son sens de l'humour, il fait rire les plus jeunes (12-17 ans) et les adultes (25-34 ans). Pour les musiciens, Fally Ipupa sort du lot. Il est un bon chanteur. Au-delà, il est éga-

lement un excellent danseur que les femmes et les plus jeunes (12-17 ans) apprécient énormément. Quant à Koffi Olomide, il est plus apprécié des personnes actives et des 35-49 ans qui aiment ses belles chansons.

L.D.B. : Est-ce que les habitants de Pointe-Noire vous ont-ils paru réceptifs, avez-vous pu organiser facilement une telle étude ?

S.M. : De manière générale, les Ponténégrins se sont montrés ouverts à l'organisation de cette étude. Target possède déjà une équipe locale. Cela nous a grandement permis de faciliter la mise en œuvre du projet avec, notamment, des interviews réalisées directement en langue locale (kituba).

L.D.B. : Y a-t-il d'autres villes de la République du Congo ou d'autres pays frontaliers qui sont concernés par des enquêtes de Target prochainement ?

S.M. : Oui évidemment. Target cherche à étendre ses actions en Afrique Centrale et souhaiterait réaliser les mêmes études dans les villes de Brazzaville au Congo-Brazzaville, de Kigali au Rwanda et Bujumbura au Burundi. Nous sommes en train de voir dans quelle mesure obtenir un minimum de souscriptions des annonceurs (entreprises, agences de communication) pour pouvoir préfinancer la collecte et l'analyse des données.

Propos recueillis par Laurent Essolomwa

DIPLOMATIE

Freddy Matungulu n'est pas le nouvel ambassadeur de la RDC en Russie

Une confusion malencontreuse est actuellement entretenue au sujet du nouvel ambassadeur de la RDC en Russie. Pour une certaine opinion mal informée ou plutôt s'abreuvant à la source de la désinformation, c'est l'initiateur de « Congo na Biso » qui représenterait désormais le président Joseph Kabila au pays de Poutine. Et pourtant, il n'en est rien. Freddy Matungulu Mbuyamu Ilankir n'est concerné ni de près ni de loin par les sept ordonnances présidentielles signées le 1er août 2015 à Lubumbashi nommant de nouveaux ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires auprès des pays la Commission de l'Union européenne.



Freddy Matungulu

Réagissant à cette situation dans une déclaration faite le 4 août à partir de Washington DC, Freddy Matungulu se dit inondé depuis la publication de ces décrets présidentiels, de nombreux appels de compatriotes en quête de changement le tenant, à tort, pour le nouvel ambassadeur de la RDC auprès de la Fédération de Russie. « Je tiens à rassurer ces compatriotes abusés par la pro-

pagande gouvernementale. Je leur demande d'être vigilants », martèle-t-il tout en appelant ses frères et sœurs ainsi que tous ses partenaires étrangers à ne pas céder à la distraction, le train de « Congo Na Biso » ayant déjà quitté la gare. Que cette mise au point de Freddy Matungulu puisse faire taire définitivement la vile rumeur.

Alain Diasso

FINANCEMENT

20 millions de la BAD au bénéfice de l'administration publique

Le gouvernement congolais est déterminé, à travers ce partenariat financier conclu en 2002, à revitaliser les ressources humaines dans l'administration de manière à booster leurs performances.

L'administration publique en République démocratique du Congo est en passe d'afficher un nouveau visage à la faveur du partenariat avec la Banque africaine de développement (BAD) à travers le projet de mobilisation et de revitalisation des ressources humaines de l'administration publique (PMR-RH). Ce projet est, en effet, essentiel dans la mise en œuvre du programme prioritaire 2014-2015 du gouvernement. Faisant l'état des lieux dudit projet au cours de la troisième

réunion interministérielle de son comité de pilotage intervenue récemment, le ministre du Plan et Révolution de la modernité, Olivier Kamitatu, a réaffirmé la détermination du gouvernement à améliorer les conditions socioprofessionnelles des agents et cadres de l'administration publique en vue de renforcer leurs capacités. Parmi les établissements bénéficiaires du financement de la BAD, on peut citer, entre autres, la Fonction publique à travers l'École nationale d'administration (ÉNA) et d'autres services du ministère des Finances et du Budget ainsi que la Maison des Congolais de l'étranger.

Avec la faculté polytechnique de l'Université de Kinshasa, le projet vise l'encadrement des ingénieurs civils mis sur le marché d'emploi

pour leur utilisation maximale dans la société qui entend bénéficier de leur intelligence. Plus concrètement, il s'agit de mettre à la disposition de l'administration publique de manière ponctuelle et continue des ressources humaines qualifiées en gestion économique et en génie civil, capables de contribuer à la mise en œuvre du programme prioritaire. Le même projet intègre également la construction du nouveau siège de l'ÉNA à travers la Direction du secrétariat de fonds de contrepartie du ministère de Plan. L'objectif que poursuit à terme le projet PMR-RH est d'apporter des réponses idoines aux besoins urgents pour la mise en œuvre du programme du gouvernement.

Alain Diasso

SANTÉ

MSF vaccine contre la rougeole

Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA), plus de seize mille cinq cent soixante-sept décès ont été recensés sur les six premiers mois de l'année dans la province de l'ex-Katanga.

En réponse à cette épidémie qui affecte plus les enfants, l'ONG médicale internationale, Médecins Sans Frontières (MSF) renforce son intervention en soutien au ministère de la Santé publique pour assurer la prise en charge gratuite des malades, mener des campagnes de vaccination pour les enfants et renforcer la surveillance épidémiologique.

C'est dans ce cadre que cette ONG a débuté son intervention en mars dernier dans la zone de santé de Malemba Nkulu. Face à la propagation de l'épidémie dans d'autres zones de santé de la province, MSF s'est senti dans l'obligation d'étendre ses activités à d'autres zones de santé à Kikondja, Mukanga et Lwamba.

Jean-Guy Vataux, chef de mission pour MSF en RDC reconnaît que son organisation fait face à la plus grave épidémie de la rougeole depuis 2011. Pour remé-

dier à cette situation, explique-t-il, nous adaptons nos opérations actuelles en les capitalisant sur l'expérience de la crise précédente. « En un an, nous avons ainsi vacciné près d'un million et demi enfants et pris en charge plus de cinquante mille malades dans trente et une des soixante-huit zones de santé de la province du Katanga. Au vu des problèmes d'accès aux soins et de la probable sous-notification des cas, il n'est pas exclu que les épidémies actuelles soient plus graves que ce qui est présenté. C'est pourquoi, il est important d'agir au plus vite afin de ne pas se retrouver dans la même situation qu'en 2011, voire pire ».

Dans la lutte contre la rougeole dans la province du Katanga, les équipes de MSF sont confrontées à moult difficultés logistiques d'abord, avec un accès quasi impossible à certaines zones. Les routes sont en très mauvais état. Certains sites ne sont accessibles que par moto ou barque et les populations vivent dans des habitations très dispersées. Le mauvais état de santé général de la population, la fragilité des plus jeunes – exposés à la malnutrition, au paludisme, à la tuberculose, ainsi qu'aux infections respiratoires – sont des facteurs aggravants qui augmen-

tent la mortalité de cette épidémie de rougeole.

L'endémicité de la maladie

En dépit de ces contraintes, les équipes de MSF sont toujours prêtes à sauver des vies de milliers d'enfants en organisant des campagnes de vaccination contre la rougeole. Toutefois, souligne MSF, malgré les campagnes de vaccination successives et le nombre d'enfants supposés être couverts, la rougeole est presque endémique au Katanga et les épidémies sont récurrentes.

Cela peut s'expliquer par une certaine dispersion des moyens et/ou de grandes difficultés de mise en œuvre des programmes de vaccination de routine ou de campagnes de masse. Plusieurs raisons expliquent cela : le manque de financements, la rupture des stocks de vaccins, les problèmes de maintien de la chaîne de froid, le manque de ressources humaines qualifiées, etc. « Les autorités sanitaires, les agences humanitaires de l'ONU et les bailleurs de fonds doivent mobiliser d'avantage de moyens – médicaux, logistiques, financiers, matériels et humains pour contribuer à répondre à l'épidémie en cours », propose Jean-Guy Vataux.

Aline Nzuzi

FOOTBALL

V.club renforce son effectif avec des joueurs étrangers

C'est le lundi 3 août que les nouvelles recrues ont été officiellement présentées au stade Tata Raphaël de Ketule, au cours d'une séance d'entraînement ayant pris les contours d'un véritable baptême de feu.

Après avoir échoué cette année à la Coupe de la confédération sans atteindre l'étape des quarts de finale, l'As V.club est décidé de repartir sur de nouvelles bases. Engagé pour la prochaine saison en Ligue des champions, le team vert et noir met les bouchées doubles pour aller le plus loin possible et, pourquoi pas, remporter le titre. Cela est possible, et nombreux sont les moscovites qui y croient. C'est dans cette perspective qu'il faudra intégrer la dynamique de recrutement qui s'est mise en place sous la houlette de l'entraîneur Florent Ibenge. Conscient des faiblesses de son équipe dues essentiellement à un effectif réduit avec des athlètes visiblement esquinés après avoir tout donné lors de trois dernières saisons, le coach s'est trouvé dans l'obligation d'injecter du sang neuf en vue de redynamiser le club en conformité avec ses objectifs.

De retour à Kinshasa après une prospection effectuée tant au pays qu'à l'étranger sur le continent, Florent Ibenge a pu mettre la main sur une dizaine de nouvelles recrues dont quelques étrangers, parmi lesquels des maliens, des ghanéens, des ivoiriens etc. L'on retrouve dans les rangs, entre autres Samake, Doli, Mashapa, Bolé, Pepele... venus des prestigieux clubs africains tels que Stade malien, Dynamos etc. D'autres joueurs étrangers sont en passe de rejoindre le pays, le temps de finaliser leurs transferts et régler quelques détails administratifs, a indiqué une source proche du staff technique. C'est le lundi 3 août que ces nouvelles recrues ont été présentées officiellement au stade Tata Raphaël de Ketule. Pour une première séance d'entraînement qui ressemblait à un baptême de feu, les « étrangers de V.club » ont eu droit aux ovations des moscovites très enthousiastes de voir leur club relooké.

Dans le lot de nouveaux venus, l'on a aussi retrouvé le jeune Mundele qui a brillé lors de la dernière CHAN en Afrique du sud avant de tenter un stage infructueux au standard de Liège en Belgique. Les supporters ont également retrouvé Eric Bokanga qui a fait amende honorable après son escapade à Lubumbashi où il a presté au sein du TP Mazembe avant de se retrouver en Angola puis chez DCMP. Il est également fait état de l'intégration de l'avant-centre de MK Etanchéité Dark Kabangu et surtout du retour à la Zorro du meneur de jeu Jérémie Basilua après un bref passage chez Arc-en-ciel. Cette poignée de nouvelles recrues aura à se frotter aux anciens tels que Lusadis, Nelson Lukong, Mabele Bawaka, Luvumbu, Ngudikama, Lomanisa, Makwekwe et autres.

C'est avec tous ces talents disparates que Florent Ibenge entend bâtir la nouvelle ossature de V.Club, tout en regrettant le départ de l'attaquant Firmin Mubele et du burkinabè Dayo Youssouf dont le vide laissé dans l'axe central de la défense est loin d'être comblé. Qu'à cela ne tienne. Le coach se dit confiant surtout avec la réintégration du buteur-maison Dady Etekiama qui est en passe de purger sa suspension décrétée par la CAF. Après ces premières séances d'entraînement ouvertes au public, l'équipe pourra se mettre au vert pour des séances approfondies à huis clos, le temps de planifier un calendrier sur base de celui attendu de la Linafoot.

A.D.

UFC

Lancement du premier tournoi des footballeurs sans contrat

L'Union des footballeurs congolais (UFC) a procédé, le 5 août, au stade Tata-Raphaël, au lancement du tournoi de recrutement des joueurs sans contrat. L'objectif de cette activité du principal syndicat des footballeurs RD-congolais est de permettre à ces joueurs de trouver des clubs. Il y aura donc deux matchs le 8 et deux autres le 9 août. Plusieurs joueurs se sont présentés au stade Tata-Raphaël pour cette première en RDC.

Co-président de cette structure, Kamango Bate Sele a donné des éclaircissements sur l'organisation de ce tournoi qui est une recommandation de la Fédération internationale des associations de footballeurs professionnels (Fifpro). « L'UFC est reconnue au niveau international, nous organisons au sein de la Fifpro, deux congrès chaque année, un au niveau africain et un autre au niveau mondial. L'organisation d'un tournoi des footballeurs sans contrat est une recommandation internationale. À la Fifpro, un footballeur est quelqu'un qui est muni d'un contrat, avoir un contrat signifie avoir du travail. Et le concept est d'organiser un tournoi pour des footballeurs qui n'ont pas de contrat de travail afin qu'ils retrouvent de l'emploi », a-t-il signifié. Étant donné que la RDC est en retard par rapport à l'évolution du monde du football, a fait remarquer Kamango Bate Sele, l'UFC a requalifié le concept qui

devient « tournoi des footballeurs délaissés, en fin de transfert et qui traînent ».

Le président de l'UFC a noté que pour la première expérience de ce tournoi, contrairement à la liste des soixante-douze joueurs prévus, il y a eu le triple de ce nombre. L'on se rend ainsi compte de l'amplitude du travail que l'UFC a à accomplir dans notre pays, a-t-il fait voir. Et Kamango Bate Sele d'indiquer que la détection se fait souvent dans des clubs. Mais là, on a enregistré la venue de plusieurs joueurs provenant de différents horizons, avec la possibilité de visionner le plus grand nombre des footballeurs en même temps. « Dans d'autres pays, il y a des résultats, des footballeurs ont pu se trouver des clubs. Mais en RDC, c'est une première. Et si nous arrivons, ne serait-ce qu'à décrocher un contrat pour un joueur, ce sera déjà beaucoup », a-t-il souligné.

Pour sa part, le secrétaire général de l'UFC, Dodo Landu, a rappelé



Les animateurs de l'UFC

qu'en cette période de l'intersaison, l'une des missions du syndicat des footballeurs est de veiller aux contrats et aux joueurs qui n'en ont pas pour qu'ils retrouvent vite l'activité. « Le concept consiste donc à rassembler les joueurs autour d'un tournoi des joueurs sans clubs et transmettre des offres auprès des recruteurs et dirigeants des clubs. Des invitations ont déjà été lancées aux agents et dirigeants des clubs, aux entraîneurs pour qu'ils viennent voir le travail déjà fait et qu'ils retrouvent un vivier de

recrutement des joueurs », a-t-il dit. Au regard de l'engouement important avec un plus grand nombre des joueurs venus au tournoi bien au-delà de l'effectif prévu, a précisé Dodo Landu, l'UFC a procédé à des tests de sélection. La structure a recouru à la crème technique du football congolais qui s'occupe de l'encadrement de ces joueurs délaissés. Le secrétaire général du syndicat des footballeurs RD-congolais a insisté sur le fait que l'UFC n'est pas un intervenant dans les transferts des joueurs. L'Union veille à

ce que les joueurs soient mis dans les conditions d'entraînement optimales pour répondre au besoin des recruteurs, et si les formalités de transferts se déroulent dans les meilleures conditions pour les joueurs. « Le concept est en train de se mettre en place, c'est une première. Le temps est certainement trop court pour cette première édition à la suite des contraintes d'ordre organisationnel. Mais l'objectif est de pérenniser l'activité à chaque intersaison », a conclu Dodo Landu.

Martin Engimo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

SOCIÉTÉ
*
ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



Le directeur général de la SNE expose sur les nouvelles réformes

En tête d'une délégation des membres du directoire, Louis Kanoa Élenga a réuni les agents des départements de Pointe-Noire et du Kouilou, le 4 août dans la salle de conférence de Sueco, pour leur expliquer les différentes réformes introduites au sein de la Société nationale d'électricité (SNE). Ceci, en présence du directeur interdépartemental, Jean Marie Joseph Opoumba.

Au regard de la mauvaise prestation de certains agents dont le comportement ternit l'image de la SNE, le gouvernement a décidé de réaliser des réformes dans le management d'entreprise en mettant en place un directoire composé de quatre personnes, a indiqué le président dudit directoire Louis Kanoa Élenga.

Après avoir fait un état des lieux sur la production, le transport, la commercialisation, l'administration, les finances et les ressources humaines, ce directoire mis en place par le gouvernement en 2013 est parvenu à certaines décisions, notamment de faire des changements dans la gestion de l'entreprise.

Cependant, pour améliorer les performances, le directoire a pensé à l'identification des agents qui opèrent sur le terrain en leur dotant de nouvelles uniformes qui portent des numéros au dos et à la poitrine et la mise en ser-

vice du code center 42 42. «Nous avons décidé de nous rapprocher du client, de communiquer avec lui et d'améliorer nos prestations parce que nous recevons beaucoup de plaintes. Nos collègues qui sont en contact permanent avec les clients sont dotés de nouveaux uniformes avec un numéro qui permet aux clients de les identifier. Nous avons décidé aussi de mettre en service un numéro unique, le 42 42 qui permet aux clients de nous informer des absences de tension et des comportements déviants de nos agents afin que nous soyons plus performants et plus réactifs et que des quartiers entiers ne plongent plus dans le noir pendant les jours voire les semaines comme nous avons constaté pendant un certain temps», a martelé le président du directoire.

Pointe-Noire sera dotée de six agences modernes de R+2



Le directoire de la SNE

Toujours pour rendre l'entreprise plus dynamique, il a ajouté que le conseil d'administration, tenu avec les partenaires sociaux après près de 10 ans, a décidé du changement de la convention collective qui datait de 1990. Par conséquent, la grille salariale a été changée. Celle-ci va désormais améliorer le salaire de chacun avec de nouvelles dispositions qui devraient nous permettre de mieux gérer le service public et la mission que le gouvernement nous a confiée, c'est-à-dire produire, transporter et distribuer une énergie de bonne qualité aux clients. Louis Kanoa Élenga a souligné que

grâce à l'effort conjoint, le gouvernement a obtenu des contrats avec des partenaires étrangers pour accompagner le directoire dans ces nouvelles missions afin d'améliorer qualitativement leur service car sans électricité, il n'y a pas économie.

Par ailleurs, pour améliorer les conditions de travail des salariés et les conditions d'accueil, il sera construit d'ici peu à Pointe-Noire six agences modernes à l'image de l'agence du centre ville de Brazzaville, des immeubles R+2 dont trois seront financés par l'Agence française de développement et les trois autres par la Banque mondiale. Les terrains sont acquis

notamment au poste de Mongo Kamba, Tchimbamba 2, Ngoyo et à Mbota. Les deux autres sites restent à déterminer. Car, selon Louis Kanoa Élenga, l'objectif de la SNE est que le client ait un seul interlocuteur et qu'il soit satisfait du service. Aussi en vue de réduire les pertes de la société, il a informé les agents de l'achat par le gouvernement de 120 000 compteurs puisque les statistiques montrent que 50% des clients sont au forfait. Le directeur général a également annoncé la réhabilitation du centre de formation qui servait à la formation des techniciens avant d'aller sur le terrain. En prenant ces mesures, Louis Kanoa Élenga a fait passer un message de confiance à ces agents et leur a demandé d'être réellement au service du client et d'accomplir, comme il se doit, la mission qui leur a été confiée. Un message bien reçu par les agents qui promettent soigner l'image de la SNE. «Il n'y a pas une crise de confiance entre nous et les clients. nous demandons simplement aux clients de travailler avec nous la main dans la main», a-t-il déclaré.

Charlem Léa Legnoki

Sophie Arlette Bongopass Magale Okogna, appelle les femmes centrafricaines à plus de cohésion et d'unité

La représentante des femmes centrafricaines dans les départements de Pointe-Noire et du Kouilou, Sophie Arlette Bongopass Magale Okogna, s'est exprimée, à l'occasion d'une rencontre citoyenne qui a réuni les femmes ressortissantes de la République centrafricaine le dimanche 2 août à Pointe-Noire sous le thème : « Election et alphabétisation »

Expliquant ainsi les principaux objectifs de cette rencontre, Sophie Arlette Bongopass Magale Okogna a indiqué que ces retrouvailles permettent, à la fois, d'entretenir la flamme du patriotisme entre les femmes centrafricaines d'une part et éveiller la conscience de ces dernières, conformément à l'évolution de l'actualité nationale en République centrafricaine d'autre part. «L'élection a toujours été un moment important en vue de marquer l'histoire d'un peuple ou d'un pays. Ainsi, pour que les femmes participent activement aux questions de la vie nationale de la Centrafrique, un accent particulier doit être mis sur l'éducation et la scolarisation de celles-ci en générale et celles des jeunes filles en particulier afin d'éviter toute forme de manipulation possible » a-t-elle signifié. L'oratrice a, cependant, déploré certains comportements in-



civiques perpétrés par certains sujets centrafricains ou centrafricaines à Pointe-Noire ou au Kouilou. «Nous ne partageons pas les agissements parfois déloyales

de certains de nos compatriotes vivant dans ces départements car, c'est un devoir impérieux pour chaque étranger et chaque centrafricain en particulier de

Sophie Arlette Bongopass Magale Okogna respecter ou de se conformer strictement aux lois du pays d'accueil comme cela est bien le cas à travers tous les pays du monde », a-t-elle indiqué.

Au cours de leurs échanges, les centrafricaines ont manifesté leur soutien indéfectible et leur reconnaissance à l'égard du président de la république, Denis Sassou N'guesso en sa qualité de médiateur international dans la crise en RCA et de son implication personnelle dans la résolution de celle-ci. Pour ces femmes, c'est grâce à la sagesse et la diligence du président, Denis Sassou N'Guesso avec l'appui des partenaires internationaux que les populations centrafricaines ont arrêté de s'entretuer et de se déchirer entre eux. Elles ont aussi regretté, les ressentiments affrontements qui ont opposé, le Week-end dernier, dans l'un des quartiers de Bangui, des hommes armés aux casques bleu de l'ONU, entraînant ainsi la mort d'un casque bleu et de nombreux blessés.

Pour mieux concrétiser leurs objectifs, ces femmes ont manifesté l'idée de voir leurs efforts être appuyés, par le gouvernement centrafricain, les autorités de ce pays en fonction à Pointe-Noire ou au Kouilou, ou toute autre personne de bonne volonté. Ainsi, les numéros de téléphone 05-638-87-29 et 01-177-70-71 ont été communiqués au public pour contacter la représentation des femmes centrafricaines à Pointe-Noire et au Kouilou.

Séverin Ibara

CHAMPIONNAT DE LA ZONE 4 DE KICK-BOXING

Les Congolais gagnent deux médailles à Yaoundé

Gaimard Malong Issay a remporté l'or en kick-boxing K-1 pendant que Chrishna Mouyabi se contentait de l'argent en Full contact. C'est la moisson des compétiteurs congolais aux Championnats d'Afrique des Nations zone 4 (Afrique centrale).



Césaire Alfred Nzobo au milieu des deux compétiteurs congolais médaillés de Yaoundé

Les compétitions se sont déroulées du 25 au 27 juillet à Yaoundé au Cameroun. Quatre Nations, notamment le Cameroun, le Gabon, la Guinée Équatoriale et la République du Congo, ont été engagées. Selon Césaire

Alfred Nzobo, le Coach et manager du kick-boxing au Congo/Brazzaville, tous ces pays ont aligné leurs champions dans différentes catégories mis à part le Congo/Brazzaville qui n'a représenté que deux athlètes, l'un au

kick-boxing K-1, l'autre au full-contact, dans la catégorie des moins 71 Kg. « Les athlètes du Congo/Brazzaville ont positivement débuté la compétition confirmant ainsi leurs valeurs en se qualifiant pour les demi-finales avant de disputer deux finales, l'une contre un Camerounais en K-1 et l'autre face au Gabonais en full-contact », a-t-il commenté. Et Césaire Alfred Nzobo d'ajouter : « De ces finales, nous avons confirmé en K-1 et naturellement perdu en full-contact. Ce qui nous demande de maximiser d'efforts pour les compétitions à venir car, pour nous, le but était de revenir avec les deux médailles en or pour ces deux représentants afin de démontrer que le Congo/

Brazzaville n'est pas une piètre Nation sportive ».

Césaire Alfred Nzobo qui se bat dans cette discipline a, par ailleurs, reçu les encouragements des pays participants, lesquels pays ont reconnu les progrès réalisés par le Congo dans ce domaine. Car avec seulement deux athlètes, les compétiteurs congolais ne sont pas repartis brédouilles. Ils ont

glané deux médailles et pas les moindres. « Nous sollicitons une attention des autorités sportives nationales. Nous nous efforçons à préparer ces compétitions sans assistance aucune. Mais avec la volonté, nous sommes en train de réussir ce défi de hisser le drapeau congolais hors de nos frontières. », a-t-il martelé.

James Golden Eloué

11^{ES} JEUX AFRICAINS

Tous les quatre gymnases seront prêts avant la fin du mois

Sur les quatre gymnases en construction dans toute la ville de Brazzaville, trois sont déjà fins prêts pour accueillir ce grand événement sportif qui débutera le 4 septembre. Les travaux du gymnase de Makélékélé, en construction au centre sportif Bernard-Koléla, qui ont piétiné un peu, sont aussi suffisamment avancés, et il sera lui aussi livré avant la fin de ce mois.

Le ministre de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux Grands travaux, Jean Jacques Bouya, qui a fait le tour de ces chantiers, en est sorti satisfait, au regard de l'état d'avancement des travaux. Dans sa ronde, le ministre Jean Jacques Bouya a visité, en premier lieu, le gymnase de Talangaï construit au rond-point Kéba na virage.

Exécutés par les partenaires chinois, les travaux de construction de ce gymnase qui compte 3050 places assises sont déjà exécutés à plus de 90%. À l'intérieur, hormis les meubles qui sont en cours d'installation, les sièges et tous les autres accessoires sont déjà installés.

À Ouenzé, deuxième étape de sa tournée, le ministre de l'Aménagement du territoire s'est rendu au gymnase en construction dans l'enceinte du site du lycée de la Révolution, doté de 2995 places assises.

Ici, les travaux sont aussi très avancés, car tout est presque au point, à l'instar du tapis qui sera installé le 17 août, pour enfin être livré officiellement au gouvernement dans le mois. Celui du stade Alphonse-Massamba-Débat, qui a été aussi visité, les travaux achevés à 100%, et sera livré provisoirement ce jeudi, d'après les informations recueillies auprès des techniciens. À ce niveau, tous les accessoires techniques sont au rendez-vous pour accueillir les athlètes. Le tapis, les sièges, les filets et toutes les autres structures techniques sont aussi prêts. Le ministre Jean Jacques et sa suite ont bouclé la ronde des gymnases par celui de Makélékélé, en construction sur le site de l'ex-centre sportif, débaptisé Bernard-Koléla. Malgré le retard, les travaux ont pris une vitesse de croisière. L'édifice sera livré avant la fin du mois. Pour l'heure, les sièges sont en cours d'installation, de même que d'autres structures connexes. Le viaduc de Kintélé lui aussi achevé est inscrit parmi les projets prioritaires retenus dans le cadre des infrastructures devant abriter les Jeux africains. Jean Jacques Bouya a tenu aussi à se faire une idée du niveau d'avancement des travaux de construction de cette principale voie d'accès menant au complexe sportif de Kintélé.

Construite en hauteur sur près de sept kilomètres, cette route à double voie est déjà entièrement bitumée. Il ne reste plus que les poteaux électriques à implanter le long de la voie. Au niveau de kéba-na-virage, l'échangeur sera fonctionnel en partie, dans le sens allant vers le complexe sportif, mais la voie est déjà enrobée jusqu'à l'hôpital de Talangaï.

Le ministre et sa suite en enfin bouclé la ronde par le chantier de l'avenue de la Corniche, allant du ravin du Tchad jusqu'au pont du Djoué. Au niveau du ravin du Tchad, où les travaux ont débuté depuis plusieurs mois déjà avancent à un rythme satisfaisant. Selon les techniciens rencontrés sur le site, l'ouvrage sera prêt dans les délais prescrits. Les travaux du deuxième tronçon qui va de la case De Gaulle au pont du Djoué ont aussi déjà démarré. « Nous avons visité les quatre gymnases en construction dans la ville de Brazzaville. En arrivant sur les lieux, cela ne nous a pas empêchés de visiter le viaduc menant au complexe sportif de Kintélé ainsi que les travaux sur l'avenue de la Corniche. Nous sommes donc très satisfaits de l'état d'avancement des travaux », s'est réjoui le ministre Jean Jacques Bouya à l'issue de la visite des chantiers.

Firmin Oyé

ÉCHOS DES JEUX AFRICAINS

Quatre cyclistes congolais en Afrique du Sud pour un camp d'entraînement

Roland Tchicaya, Marc Bedel Tchicaya, Ghislain Mouamboma et Ghismard Ngoma sont les cyclistes congolais sur lesquels la Fédération congolaise de cyclisme (Fécocy) compte pour gagner les médailles lors des 11^{es} Jeux africains de Brazzaville.

Ces quatre coureurs de Pointe-Noire sont, depuis le 30 juillet, à Johannesburg en Afrique du Sud pour un camp de formation. Les six autres coureurs restés à Brazzaville sont dans l'attente des vélos pour débuter leur travail de préparation. Selon le président de la Fécocy, René Simon Bokoko Illoy, les vélos sont déjà à Brazzaville mais il se poserait un problème de dédouanement. « C'est un problème assez délicat. Les vélos y sont déjà. Mais nous avons peut-être une petite inquiétude par rapport à ce retard. Les cyclistes devraient déjà être sur ces vélos. Le ministère est en train de s'atteler pour résoudre les questions de dédouanement. Je crois que les vélos sont déjà à Brazzaville. Le ministère est en train de se battre pour que ces vélos soient mis à la disposition des enfants qui doivent déjà commencer normalement », a-t-il déclaré.

Le regroupement des filles en vue d'un travail de fond se fera, d'après lui, à Brazzaville le 5 août. La fédération n'attend plus que l'arrivée d'une sélectionnée qui est à Nkayi. Le 31 juillet, les officiels techniques de la Fécocy ont bouclé leur stage de formation sous la direction de Laurent Bezault. La formation a permis aux encadreurs congolais d'élever leur niveau dans l'optique des 11^{es} Jeux africains.

« L'expert M. Laurent nous a éclairci certaines choses peut-

être qu'hier on ne maîtrisait pas. Nous sortions tous très satisfaits. À nous de mettre en application ce qu'on nous avons appris. La meilleure pratique est sur le



Une vue des coureurs congolais (Photo Adiac)

terrain. Pendant les jeux africains, nous allons démontrer de quoi nous sommes capables », a souligné l'un des stagiaires. L'expert de l'Union cycliste internationale (UCI) a salué l'engagement des stagiaires. Il entend apporter son expérience à la Fécocy en vue de lui permettre de relever le défi de l'organisation du tour du Congo. « C'est une très bonne chose dans la perspective des épreuves de cyclisme aux jeux. Et puis moi, je l'espère dans un futur proche avec d'autres épreuves sur le territoire congolais. Je veux rester aux côtés du

cyclisme congolais pour l'accompagner et lui faire partager, à la fois, mon expérience d'anciens coureur et de conseiller technique à l'UCI pour que demain le Congo retrouve une activité cycliste importante », a souligné Laurent Bezault.

« De ces jeux qui s'offrent à nous avec l'espoir que le cyclisme

congolais va intégrer l'arène des tours avec, en perspective, l'organisation du tour du Congo, vous venez après quatre jours de formation de bénéficier d'un large clavier de connaissance dans la gestion des compétitions de cyclisme. Ils vous revient de mettre les bouchées doubles, de rester concentrés sur l'activité afin de maximiser certainement nos chances de médailles », a conclu Marcel Obambi, le deuxième vice-président du Comité préparatoire des athlètes et encadreurs congolais.

J.G.E.